

COURS DE CONDUITE

Le système de formation remis en cause par les autoécoles

En avril 2016, il y a quasiment un an, le ministre des Transports, Boudjema Talai, avait déclaré, en marge du lancement d'une campagne de sensibilisation contre les accidents de la route, au Centre national des permis de conduire (Cenapec), : «Nous devons améliorer la formation et moderniser les moyens (utilisés dans le cadre de ce dispositif). Nous devons aussi améliorer le système des examens (nécessaire à l'obtention du permis de conduire) et mettre en place une banque de données nationale contenant des informations en rapport avec les autoécoles.»

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Le bilan des accidents de la route n'a, malheureusement, toujours pas baissé, malgré les nombreux barrages routiers et les différentes brigades mobiles banalisées, à travers les différentes autoroutes. Hier matin, au siège de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens, M. Zineddine Aoudia, président de l'Union nationale des autoécoles et M. Hadj Mohamed El Miloud, membre du bureau, ont tenu une conférence de presse concernant la révision du système des examens pour l'obtention du permis de conduire qui reste en stand-by depuis deux ans.

Le président de l'Union a déclaré que «le permis à point dont on parle depuis l'année 2010, ne voit toujours pas le jour. Ce permis biométrique dans lequel tout est enregistré, peine à voir le jour, alors qu'il pourrait réduire le nombre d'accidents de la route d'au moins 70%» et, précise-t-il «ce permis biométrique éradiquera la corruption et le copinage qui annulent les procès et les amendes, à tout bout de champ. L'impunité coûte des vies humaines !»

Il sera procédé à la mise en circulation «deux catégories de permis : les permis à 12 points et les permis à 24 points et, une fois les points consommés, souligne-t-il, le conducteur sera soumis à une autre formation, soit il sera convié à repasser son per-

mis de conduire, en plus de l'amende de pénalité qui renflouera les caisses de l'Etat». Cela dit, le permis en lui-même, selon M. El Miloud, n'est pas suffisant, puisque «nous avons besoin de revoir tout le système, le programme d'examen, mais également, et c'est le plus important, le mécanisme, avant de procéder à appliquer la loi».

En effet, tous les jours, dans différents quartiers et parfois même dans des endroits insolites, nous pouvons apercevoir des voitures autoécoles qui font passer l'examen à leurs candidats, sur une route communale, dans les stades ou pire, dans des étendues de marchés communaux.

Selon le même responsable, l'Algérie compte près de 7 000 autoécoles (6 859 exactement) et 388 inspecteurs, composant le dispositif national de formation. Si la convention entre le ministère des Transports et le Cenapec a été signée le 25 avril 2016, la mise à disposition des outils qui seront consacrés à la mise en œuvre de cette démarche n'a toujours pas vu le jour. En effet, il n'y a pas de circuits à disposition des écoles de formation, l'Etat a promis 100 circuits, mais pour le moment, seul celui de Rouiba a vu le jour.

Aussi, si les autorités exigent aux dépositaires des dossiers, des espaces de pas moins de 30 m² pour avoir l'agrément et ouvrir une école, «il faudrait



L'Algérie compte près de 7 000 autoécoles.

savoir qu'au niveau de beaucoup de wilayas, comme Alger, par exemple, les locaux ne répondent pas à la demande. Avoir une salle de projection pour la formation ne rime à rien, puisque les autoécoles fragmentent les candidats en petits groupes de cinq personnes. Ce qu'il faudrait, c'est des salles regroupant les candidats de chaque commune», souligne-t-il. «Plus tôt, en février 2015, avec le ministère des Transports, un programme stipulant 55 heures de formation pour l'acquisition du permis de conduire qui impose 25 heures de théorie et 30 heures de pratique auxquelles nous avons ajouté des cours de mécanique et de secourisme, a été établi, mais toujours pas appliqué, à cause du système en cours, puisque les écoles de conduite doivent assurer un ou plusieurs examens par semaine», déclare-t-il.

Il faudrait également, selon les deux conférenciers, revoir le

programme des examens et le nombre des candidats qui devrait être de 15 personnes nécessitant un examen par semaine, mais aussi aligner le prix du permis de conduire qui, actuellement, varie entre 10 000 et 30 000 DA, selon les régions, voire, les quartiers. «Le prix à payer doit être aligné et, à mon sens, il faudrait l'augmenter à 40 000 DA, comptant les cours théoriques à 400 DA de l'heure et la pratique à 1 000 DA de l'heure, puisqu'il y a le véhicule à entretenir, dans le tas. Aussi, les 30 heures de conduite doivent être étalées sur trois mois, au lieu de 40 jours», explique-t-il. Ils ont également soulevé la qualification des examinateurs qui ne le sont pas tous, puisque «notre permis de conduire n'est pas valable dans les autres pays», au vu des normes internationales non respectées. «Le programme en question est en retard de deux années», insiste-t-il, d'autant plus que 90% des

formateurs sont d'un niveau d'étude inférieur ou égale à celui de la terminale, «au niveau de la wilaya de Oued Souf, les formateurs sont autorisés à prendre des candidats sous leurs ailes à partir du niveau de quatrième année moyenne (BEF), martèle-t-il, pourquoi ne pas définir le niveau adéquat ?».

Depuis 2016, précise M. Aoudia, les agréments pour ouvrir une autoécole sont gelés et il faudrait savoir que l'Algérie ne compte que 379 examinateurs sur tout le territoire national, lesquels, fonctionnaires de l'Etat ne perçoivent que 28 000 DA de salaire mensuel et que lors de leur mutation ou mission hors wilaya, les frais d'hébergement et de restauration sont à leur charge.

Ce qui explique le business juteux des permis de conduire que beaucoup, pour ne pas dire tout le monde connaît. «Il y a un nombre considérable de jeunes gens qui achètent leur permis de conduire, sans même monter dans la voiture autoécole! Il faut déclarer la guerre à ces autoécoles transit qui enregistrent jusqu'à 34 candidats par semaine, contre des pots-de-vin.», lance-t-il, avant de conclure en déclarant que «notre syndicat est le seul à défendre la profession et non les fonctionnaires».

Il faudrait bien comprendre que ces permis offerts contre quelques billets arrachent des vies humaines, à chaque tournant de nos routes, qu'elles soient communales ou wilayales.

Ce terrorisme des routes doit être atténué, au fur et à mesure que les démarches qui vont dans ce sens, se mettent en place, avant de l'éradiquer, une fois que les lois mises noir sur blanc ne soient concrètement appliquées.

M. A.-S.

PASSER SON BAC SANS STRESS

Des thérapies de groupe lancées au profit des candidats

A l'initiative de l'Organisation nationale des associations pour la sauvegarde de la jeunesse, les candidats au bac peuvent bénéficier des thérapies de groupe pour gérer le stress de cet examen. Lancées depuis hier, ces séances, organisées chaque samedi, vont durer jusqu'au jour du bac.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Ne pas savoir gérer son stress lors de l'examen du bac peut être catastrophique pour le candidat. C'est pourquoi, l'Organisation nationale des associations pour la sauvegarde de la jeunesse a pris, depuis 2008, l'initiative d'organiser des thérapies de groupes au profit des candidats au bac pour leur apprendre à surmonter le stress de cette épreuve.

Les candidats désireux de bénéficier de ces séances peuvent se rendre chaque samedi à l'esplanade des Sablettes, à Alger. Les séances durent 40 minutes et sont dirigées par un psychothérapeute, nous a expliqué hier, lors du lancement de cette initiative Abdelkrim Abidat expert et consultant international chargé de la prévention de proximité. Ce dernier se félicite d'ailleurs de son programme qui,

dit-il, a été adopté par plusieurs pays comme la Belgique, la France, la Tunisie ou le Maroc. Des représentants de la société civile de ces pays sont venus assister l'année dernière à ces séances à Alger, selon M. Abidat.

Le thérapeute mis à la disposition des candidats, dit-il, leur fournit des techniques et des astuces anti-stress pour être prêts et confiants le jour J. «Les candidats apprennent à créer la confiance chez eux, comment gérer leur cerveau, ce qu'il faut faire et ne faut pas faire durant cette période de révision, comment et où organiser ses révisions, comment et à quel moment faire ses pauses, com-

ment et quoi manger, comment se préparer la veille de l'examen, comment gérer sa glycémie...», a expliqué M. Abidat. Ce sont des petits détails, dit-il, qui peuvent échapper aux candidats mais qui sont capitaux.

L'Organisation de la sauvegarde de la jeunesse a mobilisé aussi un psycho-bus qui sillonne quelques centres d'examen le jour du bac pour intervenir auprès des candidats en panique.

La formule semble très efficace puisque selon l'intervenant, l'association enregistre 85% de réussite parmi les candidats coachés.

S. A.

SIDI-BEL-ABBÈS

Un militaire décède dans l'explosion d'une bombe à Dhaya

Dans l'après-midi du mercredi 5 avril, un militaire âgé de 25 ans a été surpris par l'explosion d'une bombe artisanale qui était enfouie dans le sol à la forêt de Dhaya (daïra de Telagh).

Le malheureux, qui a été déchiqueté par la déflagration de l'engin, a rendu l'âme sur les lieux et sa dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital de Telagh.

La victime faisait partie du groupe des militaires qui effectuaient un ratissage dans cette zone boisée.

A. M.